

NOTES et glanures

HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE

DE RYCK, Raymond, et D'OURS, Lucien,

Sur la route des épices, Tielt, Imprimerie Lannoo, 1971.

Livre de voyages, mais qu'on ne s'y trompe pas : ce ne sont pas ceux de la Compagnie des Indes Orientales. Le titre doit donc surprendre ou paraître gratuit. A la vérité, il ne se justifie que parce que deux hommes d'affaires, universitaires et curieux, ont pu goûter les plats relevés de trois pays d'Extrême-Orient qu'ils racontent : Inde, Thaïlande, Hong-Kong. Le choix des régions met bien en valeur l'extraordinaire variété asiatique. L'ouvrage fourmille de renseignements d'ordre divers. On parle de tout et même plus : hôtesse de l'air, chambres d'hôtel, clichés sur la mentalité des indigènes, brefs historiques des endroits visités, nourriture, chaînes de télévision, problèmes étudiants, détails sociologiques sur la religion, les femmes, les castes, notes économiques sur le commerce ou le riz thaï, sur la famine indienne et les projets gouvernementaux pour les résoudre, indications politiques ; on veut montrer qu'on ne laisse rien de côté. On donne ainsi au lecteur un aperçu général qui lui laisse la sensation de la complexité, mais qui, hélas, n'apporte ni renseignements neufs ni synthèse intéressante.

Malgré toute la largeur de vue dont veulent faire preuve les auteurs, ils retombent sans cesse sur les informations triées diffusées par la presse occidentale et sur les solutions « à l'européenne » qui sont couramment proposées chez nous. Ne le voudraient-ils même pas, leur esprit est ainsi fait après des siècles de culture européenne qui se refuse obstinément à profiter du foisonnement d'idées, de méthodes et de la richesse des mœurs, des arts et autres faits de civilisation de l'Orient. Bien qu'attiré par ces richesses, l'esprit occidental toujours « regrette l'Europe aux anciens parapets », car il est plus rassurant d'ignorer la vérité des autres. Voilà sans doute pourquoi les auteurs de l'ouvrage sont incapables de nous montrer l'Orient avec d'autres yeux que ceux

du touriste cultivé et au courant de l'actualité. Tant que nos structures de pensée resteront intimement paternalistes à l'égard de l'Asie, il n'est pas d'autres yeux possibles pour des ouvrages de ce genre.

D'une lecture facile et agréable, l'ouvrage me paraît s'adresser à trois catégories de personnes : les candidats à « visa pour le monde », les amateurs de documentation complétant celle que leur fournissent leurs quotidiens et surtout les adolescents du premier cycle d'études secondaires pour qui ce sera l'occasion d'aborder des pays qui ne font que peu partie de leur univers mental sous leurs aspects touristiques, économiques, culturels et politiques. J.J.D.

DEBOUZY, M., **Le capitalisme « sauvage » aux Etats-Unis (1860-1900)**, 238 p., Paris, éditions du Seuil, 1972.

L'auteur entreprend une véritable démythification des grands magnats américains de l'ère héroïque, véritables dieux Janus : pour les uns, monstres honnis, pirates et maîtres chanteurs de grande envergure ; pour d'autres, pionniers super-patriotes doublés de philanthropes à la générosité inégalée. A cette optique trop manichéenne est substituée une approche originale remplaçant ces grands féodaux dans leur cadre économique, social et politique, insistant sur leur appartenance à une même classe sociale. Aussi l'analyse de la conjoncture favorable à leur ascension est-elle prétexte à un témoignage aussi intéressant que précieux sur le développement du capitalisme américain entre la Guerre de Sécession et le début du XX^e siècle.

Marianne Debouzy montre que des usages politiques propres aux Etats-Unis comme le **spoils system** ou le **lobbying** ont fortement facilité la collusion entre le milieu affairiste et le politique : l'élection de McKinley en est un des exemples les plus frappants. De plus, nombreux étaient les magnats qui participaient d'une manière plus directe à la gestion de l'Etat : le Sénat, véritable « club de millionnaires », en comptait 25 en 1906.

Les *robber barons* expliquaient, quant à eux, leur ascension d'une manière

re moins prosaïque : se fondant sur l'individualisme foncier de l'Américain moyen, ils tentaient de justifier leur élévation au nom du darwinisme social. Les lois du **business** devinrent ainsi celles de la Providence !

Leur entrée dans la « haute société » constitua une nouvelle aristocratie qui déterminait les canons du goût et des bonnes manières. La culture pécuniaire, qu'ils mirent à l'honneur, fut caractérisée par une consommation ostentatoire : ce fut l'époque de fêtes fastueuses, d'accumulations — dans des châteaux de fantaisie — d'œuvres d'art hétéroclites, du confinement de la femme dans l'unique rôle de consommatrice déléguée par son époux... C'est dans ce cadre qu'est ramenée à sa juste valeur la philanthropie de ces grands hommes, philanthropie qui devait de plus désarmer une certaine opposition de l'opinion publique.

Bien qu'incultes pour la plupart, ils soutinrent financièrement les universités qui, gérées comme une de leurs entreprises privées, devinrent des pépinières pour futurs cadres. Cette pratique menaça directement la liberté de pensée et de recherche : c'est ainsi qu'apparut, après la dernière guerre, un mouvement dans la recherche historique tendant à « revoir » la notion de *rober barons* propre aux ouvrages du XIX^e siècle. Ce dernier, fortement soutenu par la **Rockefeller Foundation**, s'inscrivit dans une défense du capitalisme sérieusement secoué lors de la guerre froide.

Cette étude, claire et captivante, tente de faire la part des choses et démontre en sa conclusion le danger pour l'Université de sa trop grande dépendance à l'égard du monde des affaires.

J.P.F.

MATHIAS, Peter, La révolution industrielle en Angleterre : un cas unique ? dans Annales, Economie, Société, Civilisations, t. 27, pp. 33-45, Paris, Colin, 1972.

Lorsqu'on considère les mouvements favorables à la croissance économique dans les divers pays occidentaux au XVIII^e siècle, on voit que les différences sont moins sensibles entre pays qu'entre régions dans un même pays.

Si l'Angleterre démarre la première, c'est en raison d'un concours de circons-

tances unique où l'élan technologique joue un rôle majeur. Il n'aurait pas été déterminant sans les ressources en matières premières, en moyens de transport, en énergie, en moyens financiers. Les autres pays manquent d'un au moins de ces facteurs. Les connaissances techniques quant à elles, se diffusent lentement en raison de la somme de science et d'habileté nécessaire pour en maîtriser les « mystères ». Le « capital humain » pourvu de savoir est donc essentiel. En Angleterre, la nouvelle technologie se développe dans une économie de marché et dans un contexte commercial où la rentabilité était le critère principal de son adoption. Le contexte social et économique était favorable en raison d'une demande improprie à se satisfaire de l'industrie artisanale mais d'une main-d'œuvre experte à se reconvertir aux techniques nouvelles alimentées par des ressources naturelles abondantes.

Sur le plan international, l'effondrement des prix grâce aux produits nouveaux et à leurs modes de production moderne donne l'avance à l'Angleterre ouverte sur les marchés maritimes tandis que les pays continentaux se trouvent handicapés par la guerre qui les enferme dans un monde clos.

R.V.S.

MAURO, Frédéric, Histoire de l'économie mondiale, 1790-1970, dans la collection « L'Economique », publiée sous la direction de BARRERE, A. et GUITTON, H., n° 6, Paris, Sirey, 1971.

Spécialiste du Nouveau Monde, professeur de sciences économiques, l'auteur s'adresse ici aux futurs historiens, aux sociologues, aux géographes, autant qu'aux futurs économistes. Sortant du cadre étroit des grandes puissances traditionnelles, il élargit la vision vers les pays tiers dont l'existence ne peut plus être ignorée dans un Monde dont ils conditionnent de plus en plus l'économie.

Le caractère général et didactique de cet ouvrage de grande synthèse explique que les notations qualitatives l'emportent souvent sur le quantitatif. On trouvera ici peu de tableaux statistiques, d'organigrammes ou de graphiques, mais un exposé clair, dense, équilibré, révélant les grands traits du Monde contemporain dans le domaine économique.

Le plan de l'ouvrage est systématique. Il fonde sa périodisation sur les cycles

Kondratieff. Ceci entraîne un découpage chronologique avec lequel les historiens ne sont pas toujours familiers. Il traite de l'Europe de 1790 à 1873, du Monde de 1790 à 1870, de l'Europe et du Monde de 1870 à 1914, du recul de l'Europe de 1914 à 1945, de l'Amérique et du Monde, de 1945 à 1970. Il nous fait entrer dans le mouvement des conjonctures nationales, continentales, intercontinentales, traversées par les changements de structures liées à la géographie de la domination.

Destiné à des étudiants avancés et à un public cultivé, cet ouvrage suppose connus les linéaments de l'économie politique. Il constitue un excellent spécimen de ces précis d'histoire dont les pédagogues chargés de l'enseignement de l'histoire devraient peupler les rayons de leurs bibliothèques de classes renouvelées.

R.V.S.

FOURQUIN, Guy, **Le paysan français au moyen âge**, in-8°, 194 pp. (Coll. F.A.C.). Paris, Nathan, 1972. 222 F belges.

On connaît bien l'auteur, professeur à l'Université de Lille, auteur d'une thèse appréciée sur **Les campagnes de la région parisienne à la fin du moyen âge** (Paris, 1963-1964) et d'une **Histoire économique de l'Occident médiéval** parue dans la collection U. Il était tout désigné pour rédiger cet ouvrage. Il fait remarquer d'entrée de jeu que, si l'on a bien étudié les paysans, on n'a guère consacré au paysan médiéval une étude d'ensemble, parce qu'étant ignorant le rustre n'a pas parlé de lui-même, mais aussi parce que « le terme paysan a recouvert des destins différents, parfois opposés ». La nature même d'information disponible l'amène à considérer, pour chaque partie du millénaire médiéval, l'économie, la démographie, la société et les institutions, en situant le paysan dans chacun de ses aspects. Faute de pouvoir le voir par le dedans, il s'attache ainsi à l'atteindre par le dehors.

L'ouvrage se partage selon les trois périodes classiques de l'histoire médiévale : « Le paysans des temps obscurs (V^e-X^e siècle) » (pp. 9-77), « La réussite paysanne (du XI^e au XIII^e siècle) » (pp. 81-144) et « Heurs et malheurs paysans (XIV^e et XV^e siècles) » (pp. 149-186). Dans le premier moyen âge, l'agriculture archaïque et la précarité démographique ont enserré le paysan dans l'économie domi-

niale. L'effondrement de l'Etat a permis aux **potentes** de s'emparer de l'autorité locale. Les conditions économiques et politiques ont finalement préparé la seigneurie foncière, juridique et banale, plaçant le paysan sous l'entière puissance du propriétaire, nivelant le monde des rustres, où s'atténue la distinction entre libre et non-libre, petit propriétaire, colon et esclave. Alors que le paysan romain était honoré et protégé par l'Etat, son descendant du premier âge médiéval sera méprisé et abandonné sans défense à la volonté du maître rural. Cependant, le maintien d'échanges agricoles, la prohibition de l'usure, la cohésion de la famille et la création de paroisses regroupant les ruraux autour de l'église, assurèrent sa condition.

Les grands défrichements des XI^e, XII^e, XII^e s., l'amélioration des techniques agricoles et des rendements, l'expansion démographique, le développement de la seigneurie foncière et banale, allaient profondément modifier les cadres de la vie rurale. Le morcellement des domaines, des réserves, des tenures, engendrèrent le salariat et firent apparaître de nouvelles formes de tenures (hostises, censives, terres à champart) grevées de charges, mais perpétuelles, héréditaires et aliénables. L'ensemble, les contraintes communautaires, la pratique de l'abonnement de la taille favorisèrent les communautés rurales encore trop mal connues. La stratification sociale était plus fonction de la propriété (utile) des terres que de la condition juridique des hommes, de la conjoncture économique que des rapports avec le seigneur. La disparition ou la diminution du servage, le mouvement des « franchises », l'existence de communautés rurales soucieuses de résister à l'arbitraire, favorisèrent la condition paysanne. Mais l'étude de la répartition des tenures montre une diversification parmi les rustres, qui oppose les détenteurs de tenures suffisantes ou les fermiers du seigneur aux brassiers et manouvriers de toutes conditions, sur lesquels pesaient de nouvelles charges non seigneuriales, la rente immobilière, le bail à rente, la fiscalité royale.

Le XIV^e siècle et la première moitié du XV^e engendrèrent le désarroi social. La guerre, mais surtout la contraction économique, la dépression démographique et la fiscalité publique engendrèrent des jacqueries. Le système seigneurial fut ébranlé en Occident par l'effondrement de la

rente foncière, contrairement à ce qui se passa dans l'Allemagne de l'Est et dans les pays méditerranéens. La reconstruction rurale fut en règle générale le fait des seigneurs. Le paysan n'en tira profit que dans un premier temps où la main-d'œuvre faisait défaut. Après 1450, l'essor démographique, la rareté des terres, la réaction seigneuriale le ramenèrent en dessous du niveau où il se trouvait vers 1300. La fiscalité royale, qu'il était seul avec la bourgeoisie à supporter, le poussa « en état de sécession psychologique et morale par rapport aux strates dirigeantes ». Il se trouva face à deux maîtres : le seigneur et l'Etat.

En ayant les yeux fixés sur l'évolution de la condition du paysan, c'est surtout l'histoire de l'économie et de la société rurales qui nous a été retracée. Ce n'est pas seulement le paysan français qui est envisagé : souvent les situations anglaises, impériales, méditerranéennes, comme celles de nos régions, nous sont aussi présentées. Peu fidèle à son titre, cette synthèse dense et claire peut être enrichie grâce à la bibliographie qui termine chaque chapitre. Une table des matières détaillée et un glossaire-index (trop sommaire à notre gré, car il ne rend pas compte de toute la richesse du livre) rend l'ouvrage très maniable. Voilà un excellent instrument de travail pour tous ceux qui ont à traiter le paysan et le seigneur dans la société rurale médiévale. On attend avec grand intérêt l'étude que l'auteur annonce sur **Les soulèvements populaires au moyen âge** (P.U.F.).

J. Du.

Contribution à l'Histoire économique et sociale, t. VI, Bruxelles, U.L.B., Institut de Sociologie, Centre d'Histoire économique et sociale, 1972, 239, in-8°.

Il semble que la décision ait été prise de donner plus d'unité à chaque fascicule de ces recueils d'histoire économique et sociale publiés par l'U.L.B. Ce serait très heureux. Celui-ci présente ce caractère et reflète les travaux du séminaire d'histoire médiévale et les mémoires de licence qui y ont été élaborés. Il est heureux et utile que le professeur Georges DEPSY ait résumé clairement (pp. 157-236) les conclusions des trente mémoires de fin d'études qui ont été élaborés de 1966 à 1970 sous sa direction. Comme il ne nous est pas possible d'en donner quelque idée ici, nous engageons nos collègues à en

prendre connaissance. Maintes régions de notre pays et bien des sujets ont été traités.

Jean-Marie DUVOSQUEL (**Le domaine de l'abbaye de Maroilles à l'époque carolingienne**, pp. 7-24, 3 cartes, 1 tabl.) s'efforce, à travers une documentation éparsée et lacunaire, de reconstituer le domaine de l'abbaye de Maroilles, en Hainaut, aux époques mérovingienne et carolingienne. Il se regroupe autour de trois noyaux : sambrien, au sud-ouest de la forêt de Mormal (Maroilles et environs), à l'ouest de la forêt de Mormal (Combles, Fontaine-au-Bois, ...), et le Laonnais (Mézière-sur-Oise, ...). Il s'agit toujours de parties de villa (manses, mais jamais de fractions de manses) sauf à Combles. Aucun des biens de la manse conventuelle ne se situe près de l'abbaye. L'auteur estime l'ensemble du domaine, en tenant compte des lacunes des sources, à 15 à 20.000 hectares selon toute probabilité.

Willy STEURS (**Franchises ou villes ? L'exemple de Frasnès et de Baisy. Témoignages sur l'expansion agraire dans le Brabant méridional, 1150-1250**, pp. 25-81, 2 pl., 3 cartes) entend distinguer nettement « franchise », village doté d'une charte-loi, et « ville neuve », création d'un peuplement par lotissement et privilèges. En 1160, le duc de Brabant Godefroid III et l'abbé d'Affligem Godescalc conclurent un contrat de pariage pour transformer en villes franchises, au droit de Louvain, Frasnès-lez-Gosselies et Baisy-Thy. Après avoir précisé la carte foncière des deux villages et esquissé le mouvement des défrichements dans la région, soutenu principalement par les abbayes de Villers et d'Affligem, l'auteur conclut que l'accord est inspiré uniquement, non par le désir de créer des centres urbains à vocation militaire à la frontière méridionale du duché, mais par le souci de tirer profit de l'accroissement des revenus (tonlieu, marché) que doit procurer l'expansion agricole de la région, dont les échanges avec Nivelles tout proche se multipliaient. Le pariage a été pour le duc un moyen de supplanter l'autorité de l'abbé. Les deux actes ont été établis séparément, et le rôle du duc n'a pas été prépondérant. Contrairement à ce que d'aucuns ont pensé, ces initiatives économiques ne se sont pas soldées par un échec.

Jacques NAZET (**La condition des serfs dans les chartes-lois du comté de Hainaut, XII^e-XIV^e siècle**, pp. 83-103) reprend le problème si difficile de la condition des

serfs au moyen âge. Si le vieux débat qui opposa Marc Bloc, soutenant que le servage fut la condition normale de la grande majorité des ruraux, à Léo Verriest s'opposant à une thèse aussi radicale en montrant que la capitation, le formariage et la mainmorte ne frappaient pas exclusivement les serfs et en assurant que ceux-ci avaient été exclus du bénéfice des chartes-lois, s'est terminé en faveur du savant hennuyier, les conclusions de celui-ci ne doivent pas pour autant, au moins pour le second argument qu'il opposa à Marc Bloc, être acceptées sans nuances. Jacques Nazet le prouve en reprenant les chartes-lois hennuyères. Il constate que ces actes présentent une grande diversité. Deux d'entre eux seulement excluent formellement les serfs du bénéfice des chartes-lois. D'autres, beaucoup plus nombreux, les en font profiter entièrement, en exceptant parfois les serfs du seigneur concédant. D'autres encore sont plus flous, soit qu'il est difficile d'interpréter leur contenu, soit qu'ils ne stipulent qu'une partie des privilèges en faveur des serfs. Il faut donc être prudent dans l'étude de la condition juridique dans la société médiévale et tenir compte des variations de temps, de lieu et des circonstances.

Pierre COCKSHAW (*A propos de la circulation monétaire entre la Flandre et le Brabant de 1380 à 1390*, pp. 105-141) en opposition avec Henri LAURENT et Hans VAN WEVEKE, montre, par une étude de la législation monétaire et des comptes de la monnaie du comte de Flandre, que Philippe le Hardi n'a pas procédé à six changements du pied de sa monnaie pour créer des difficultés au Brabant et donc assurer sur lui sa domination économique, mais pour résister aux dévaluations françaises et anglaises, qui faisaient fuir du comté la bonne monnaie et raréfiait le billion nécessaire à la frappe de la monnaie. Les besoins du prince et de l'économie augmentaient, alors que le stock métallique restait identique. Bien conseillé, Philippe le Hardi, soucieux pourtant de bonne monnaie sous l'influence de N. Oresme, ne fera que les opérations indispensables pour s'adapter aux nécessités, alors que Jeanne de Brabant, vieillie et découragée, échouait dans sa politique monétaire.

Claire BILLEN (*Sigillographie et histoire sociale. L'emploi du sceau dans une communauté rurale du Tournaisis, XV^e siècle*, pp. 143-156, 25 ill.) a tiré profit d'une

source exceptionnelle. Les censiers de la seigneurie de Warcoing ont été rédigés à partir d'actes écrits scellés par les tenanciers. On a conservé quarante-neuf de leurs sceaux pour le XV^e siècle. Il semble, après l'étude qu'en a faite l'auteur, que n'en disposaient que ceux qui jouissaient d'une certaine aisance ou étaient appelés à exercer des fonctions d'échevins, d'hommes de fief, ou à représenter des institutions ecclésiastiques. Comme les sceaux bourgeois, les sceaux ruraux utilisaient comme emblèmes des objets de la vie quotidienne ou des métiers. Ces armoiries étaient souvent parlantes et ne se transmettaient généralement pas de père en fils. Elles devaient constituer un élément de prestige pour leurs détenteurs, qui apparaissaient comme de petits « notables » villageois.

Un beau recueil, où chacun trouvera à rajeunir son savoir et à glaner d'utiles précisions que nous n'avons pu citer ici. J. Du.

MOUVEMENTS SOCIAUX

LEFEBVRE, H., *La pensée marxiste et la ville*. Casterman - poche - coll. Mutations-Orientations, 153 p., Tournai, 1972.

Il s'agit d'une « re-lecture » thématique des œuvres de Marx et d'Engels. Le thème envisagé est la ville, par conséquent la problématique urbaine dans le cadre théorique du matérialisme historique. A cette re-lecture, H. Lefebvre ajoute une question : « Y a-t-il du nouveau depuis un siècle dans ce domaine ? » En 1848, les villes en France s'opposent à l'influence politique de la classe alors la plus nombreuse de la société française, celle des paysans parcellaires, alors que l'intérêt des paysans cesse de s'accorder avec celui de la bourgeoisie et qu'ils devraient trouver leur allié et le guide « dans le prolétariat des villes dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois ».

Le capitalisme, au XX^e siècle, s'est maintenu et s'est étendu à l'espace entier, les forces productives produisent l'espace. L'urbanisation générale en est un des aspects. L'auteur range Marx et Engels parmi les utopistes, les situations ne coïncident plus avec celles qu'annonça Marx « d'autant qu'il ne suffit plus pour les résoudre d'une croissance organisée (planifiée) des forces productives ».

Livre intéressant, difficile, mais surtout livre pessimiste. Ce n'est pas un choix de textes, mais un commentaire de textes. H. Lefebvre semble être déçu : est-ce par Marx ou par la société actuelle ?

J. D.

NETTLAU, Max, **Histoire de l'anarchie**. Paris, Ed. de la Tête de Feuilles, 1971.

Voici un ouvrage extrêmement inégal ; la monumentale **Histoire de l'anarchie** à laquelle Nettlau a consacré la majeure partie de sa vie aurait totalisé environ 3.000 pages.

Le présent volume n'est que la traduction à partir des éditions espagnole et italienne de la **Brève histoire de l'anarchisme**.

Le traducteur Martin-Zemliak s'inspire des deux versions, y ajoute les notes du traducteur italien G. Rose et termine par un appendice où, en quelques brèves notes, il donne un aperçu de l'anarchisme de 1934 — là se terminait l'ouvrage de Nettlau — à 1971.

L'œuvre très dense de Nettlau, après une courte introduction sur les idées libertaires avant 1789, s'intéresse surtout au développement de l'anarchisme à travers le monde au XIX^e siècle. Les dernières pages sont consacrées à la période 1895-1914.

Le critique doit séparer ici fond et forme. En effet, si le texte de Nettlau est plein d'intérêt pour l'historien, la mauvaise qualité de la traduction risque de laisser un lecteur peu assidu...

M.R.V.

LEFRANC, G., **Le front populaire**, Paris, P.U.F., « Que sais-je ? », 128 p., 1972.

Tout le monde connaît G. Lefranc et ses ouvrages sur le syndicalisme en France, l'histoire du Front populaire, les grèves, etc. Ici, retraçant, dans cette petite collection bien connue, elle aussi, l'histoire de cette période qui s'étend du 6 février 1934 au mois de novembre 1938, il en explique les causes, les réussites et les échecs.

« Victime de ses contradictions », dit-il, le Front populaire n'est ni un succès total ni un échec total. »

Tout ne disparaîtra pas, et l'auteur voit dans les essais de politique agricole de la France actuelle, un retour au projet élaboré par le ministre de l'Agriculture de 1936-1937.

La question finale est de savoir si le Front populaire est susceptible de reparaître au premier plan. A cela, G. Lefranc répond : « Si un Front populaire se constituait à nouveau, il n'aurait qu'un lointain rapport avec celui de 1935. »

J. D.

BILLOUX, François, **Quand nous étions ministres**. Paris, Editions Sociales, 1972.

L'auteur a assumé cinq ministères dans les gouvernements qui ont suivi la libération de la France jusqu'à la rupture avec les communistes en 1947.

Plaidoyer pro domo au moment où le P.C.F. lance son programme de participation à un gouvernement futur, ce petit livre rappelle l'œuvre des ministres communistes et démontre la possibilité pour les communistes de partager le pouvoir le cas échéant.

Histoire partisane, certes, les objectifs de l'auteur sont trop évidents.

M.R.V.

DANOS, Jacques et GIBELIN, Marcel, **Juin 36**, 2 vol., Paris, éd. Maspero, 1972.

Depuis mai 1968, la presse française ne cesse de se référer aux événements de 1936, soit pour les exalter, soit pour tenter de réveiller — ou d'entretenir ? — la vieille peur du Front populaire.

Il n'était donc pas inutile de rééditer cette étude qui avait paru en 1952 aux Editions ouvrières.

Les auteurs y étudient les étapes de la mobilisation ouvrière, depuis les débuts du mouvement gréviste, en passant par les victoires éclatantes pour déboucher sur les défaites et le triomphe de la bourgeoisie.

Pour le cours d'histoire des classes terminales, l'année 1936 marque une étape essentielle ; une comparaison entre une étude comme celle-ci, engagée à gauche et, par exemple, des extraits de la presse de droite de l'époque, serait un bon sujet à faire traiter par les élèves ; ou encore, un parallèle entre 1936 et 1968.

D'autres études importantes ont été publiées depuis 1962 ; on en trouvera une bibliographie succincte dans le tome I.

M.R.V.

SHUB, David, **Lénine**, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1972.

En 1917, Lénine misait sur la Révolution communiste internationale ; Staline et, après lui, les autres dirigeants soviétiques, voulaient que l'U.R.S.S. rattrape les pays évolués d'Occident.

Jusqu'à présent, aucun des deux objectifs n'a été atteint.

D'autre part, le fossé entre le communisme et la sociale-démocratie ne cesse de s'approfondir dans beaucoup de pays.

Dans cette perspective, il n'est sans doute pas inutile de revoir du point de vue de 1917-1924 les éléments qui, depuis, alimentent les controverses : rôle dirigeant du parti, centralisme démocratique, etc. Les traits marquants du marxisme-léninisme sont caractérisés par l'autre au fil de la biographie de Lénine.

David Shub, né en 1887, devenu en 1903 membre du Parti social-démocrate russe que Lénine dirigeait, a participé à la Révolution de 1905. Condamné à la déportation en Sibérie en 1906, il réussit à s'échapper et s'installa aux Etats-Unis.

Ayant connu personnellement beaucoup de chefs bolchéviques, David Shub nous livre ici un témoignage extrêmement vivant.

M.R.V.

ELLEINSTEIN, Jean, **La conquête du pouvoir. 1917-1921, Histoire de l'U.R.S.S.**, Tome I, Paris, Ed. Sociales, 1972.

L'ouvrage complet comportera quatre tomes :

- tome II : Le socialisme dans un seul pays (1922-1941) ;
- tome III : L'Union soviétique dans la tempête (1941-1945) ;
- tome IV : L'U.R.S.S. contemporaine.

Il est intéressant de confronter Elleinstein et Shub ; en effet, où l'un parle de conquête du pouvoir, l'autre parle de dictature...

Il faut cependant laisser à Elleinstein le mérite de l'honnêteté ; dès la préface, il écrit : « Ma conviction profonde — plus grande après cette étude — que le système socialiste est infiniment supérieur au système capitaliste, mon admiration pour les peuples de l'Union soviétique qui ont su surmonter tant d'obstacles, faire preuve de tant de sacrifices et montrer tant d'héroïsme, et pour le Parti qui a dirigé les luttes de ces peuples, m'ont-elles empêché d'étudier tous les aspects complexes et contradictoires de l'histoire de l'U.R.S.S. ? Son histoire, il est vrai, est un jeu d'ombres et de lumières. Nous n'avons pas caché les ombres, mais à leur juste place, tenté de les expliquer, de les comprendre, de les insérer dans des ensembles historiques plus vastes, dans le temps et dans l'espace. Les lumières me semblent assez fortes pour n'avoir rien à craindre des ombres. »

En conclusion, beaucoup de lumières et peu d'ombres...

M.R.V.

MICHEL, Charles, **Les partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties**, Paris, Flammarion, '71.

L'auteur analyse le fonctionnement des partis socialistes entre 1870 et 1913 et en particulier celui des partis allemands, hollandais et anglais. Il mentionne occasionnellement les partis belge et français.

Charles Michels constate que dans tous ces partis, une classe professionnelle de fonctionnaires de parti évince progressivement les autres militants, et que cette dégradation embourgeoise les partis initialement les plus révolutionnaires. A ce phénomène, Charles Michels voit deux raisons :

- si un parti veut avoir une action efficace, il ne peut se dispenser d'une organisation stable ;
- l'exercice du pouvoir transforme la personnalité des chefs ; d'autre part, le besoin religieux des masses qui se reporte sur eux, l'indifférence des masses à l'égard de la pratique de la démocratie et le manque de préparation des masses à l'exercice de cette démocratie accentuent cette transformation.

La première édition de cette étude date de 1913: on ne s'étonnera donc pas de ce que les exemples choisis concernent le plus souvent des personnalités politiques oubliées. L'actualité de cet ouvrage éclate cependant à une lecture attentive car, par sa démonstration, la constitution d'une aristocratie détentrice du pouvoir à l'intérieur de partis qui se veulent révolutionnaires et rêvent d'instaurer une société parfaitement égalitaire, anticipe sur l'ouvrage de Djilas, **La Nouvelle Classe**. De plus, à observer le fonctionnement de la social-démocratie allemande, on s'explique pourquoi ce parti a été incapable de s'opposer efficacement à la montée du nazisme. D'autre part, la permanence à la tête de la S.F.I.O. d'un Guy Mollet pendant vingt-trois ans, illustre l'inamovibilité des dirigeants. Enfin, le parti communiste n'existait à l'époque où Michels écrivit son livre qu'à l'état de groupuscule minoritaire: quels arguments n'aurait-il pas pu servir pour sa thèse dans le fonctionnement de l'Etat soviétique?

Les lignes maîtresses de cet ouvrage semblent donc avoir résisté à l'épreuve du temps. On regrettera cependant l'excès des répétitions, le trop grand nombre de jugements de valeur, la limitation politique et géographique de l'observation. Outre les illustrations de la thèse énoncée plus haut, le professeur d'histoire trouvera des précisions intéressantes quant à l'affrontement entre réformistes, anarchistes et autres révolutionnaires dans les pays socialistes de la seconde internationale ainsi que sur le fonctionnement de l'organisation des deux premières internationales.

R.R.

FRANCE

TULARD, Jean, **Le mythe de Napoléon**, coll. « U 2 », série « Mythes », direction BRUNEL, Pierre et SELLIER, Philippe, Paris, Colin, 1971.

Conçue pour aider à l'exploration du domaine encore mal connu du « mythe littéraire », pour fournir des instruments de travail peu accessibles aux étudiants, voire aux chercheurs, cette nouvelle série intéressera l'historien en raison de la situation stratégique du mythe à l'une des croisées des sciences humaines. Elle apportera un précieux concours à l'analyse critique sous l'angle des recherches les

plus actuelles si nécessaires au renouveau de l'histoire.

La figure de Napoléon Bonaparte, par le miracle de la propagande, du dénigrement, de l'affabulation, prend dans ce petit volume simple, dépouillé, des dimensions protéiformes.

Précédé d'un panorama chronologique allant de 1797 dont le 10 février voit la première manifestation théâtrale du mythe, jusqu'en 1971, le texte de l'auteur consacre une centaine de pages à **L'évolution du mythe**. L'Ogre, le Demi-Dieu, le Messie, le Condottiere, le Héros, les versions modernes défilent tour à tour. Aux nombreuses citations que comporte cette partie s'ajoutent une centaine d'autres pages de textes d'anthologie classés où voisinent Byron, Lermontov, Balzac, Hugo, Marx, Aragon, Anouilh, la série Noire. Il n'y manque que Henri Guillemin dont le discours grinçant et cependant couru des foules prolonge comme le proclamait déjà Chateaubriand, l'emprise de Napoléon « propagateur et fossoyeur de la Révolution: « Vivant, il a manqué le monde, mort il le possède ». Ni la filmographie, ni la discographie, ni des éléments de bibliographie ne manquent à cet ensemble bien fait pour inspirer dans les classes supérieures un travail de groupe sur la valeur du témoignage, quitte à provoquer le sourire du « Corse aux cheveux plats » que Madame de Staël dépeignait ainsi: « Ce sourire, partant du sérieux pour y rentrer, ressemblait à un ressort plutôt qu'à un mouvement naturel, et l'expression de ses yeux n'était jamais en accord avec celle de sa bouche. »

R.V.S.

PARENT, M., VERROUST, J., **Vauban**, Paris, Jacques Fréal, 1971.

Les auteurs s'attachent tout spécialement à faire revivre l'œuvre de ce grand serviteur de la monarchie absolue de Louis XIV. Rappelons tout d'abord qu'au XVI^e siècle, on distingue plusieurs responsables dans l'édification des villes et des places fortes. Les architectes sont chargés de la défense des villes tandis que les ingénieurs construisent les engins destinés à attaquer les places. A l'origine, les ingénieurs sont « d'ingénieuses personnes inventant des engins de guerre » alors que les artilleurs assurent la projection des pierrailles, brûlots, etc. Dès le XVI^e siècle, la fortification bastionnée est

accordée aux ingénieurs. L'œuvre de Vauban, en matière de fortification s'est essentiellement bornée à apporter de très nombreux perfectionnements aux villes déjà en place. Au cours de sa carrière militaire, il participe activement à la prise ou à la défense de nombreuses villes. Il est d'ailleurs un praticien plus qu'un théoricien. Mais il a aussi fait œuvre d'urbaniste en créant des villes neuves. Celles-ci sont organisées autour d'un plan centré (place carrée qui est la place d'Armes, en vue de permettre le rassemblement de troupes et l'organisation de revues et de parades militaires). Autour de cette place centrale, se disposent les bâtiments militaires (arsenal, hôpital, intendance, église de la garnison, maison du gouverneur de la place). Les casernes et les magasins sont construits le long des ouvrages de défense. Jusqu'au XVII^e siècle, les soldats logent chez l'habitant. En 1679, Vauban crée les premières casernes sur un type unique d'ailleurs. L'activité de Vauban ne s'est pas cantonnée uniquement à la défense de la France. Il se révèle agronome lorsqu'il se penche sur les problèmes de la reconstitution de la forêt domaniale, sur les problèmes d'enrichissement de la terre, d'irrigation des terres arides et d'assèchement des marais. Esprit curieux et ouvert aux problèmes de son temps, il réclame des réformes dans des domaines fort divers, celui de la justice, du droit civil, de la réglementation de l'utilisation des forêts, celui des poids et mesures dont il souhaite l'unification.

Le contact permanent qu'il eut avec les populations, loin de Versailles, l'avait sensibilisé au problème fiscal. Il publie clandestinement la « Dîme royale » dans laquelle il préconise une réforme fiscale profonde. Cette publication lui vaudra la disgrâce.

L'ouvrage est complété d'une liste des sièges dirigés par Vauban, d'extraits de sa correspondance, de notices concernant les douze citadelles ou places fortes bien conservées. La présentation de ces villes se fait sous trois angles, photos aériennes, photos des plans conservés aux Invalides, photos de détails. Celles-ci sont d'ailleurs d'un maître. Elles révèlent une connaissance parfaite de l'art architectural. Cette matière, que d'aucuns considèrent comme peu photogénique, prend au contraire un très grand relief et révèle une esthétique remarquable. La maison d'édition Jacques Fréal a bien servi Vauban et

son œuvre. Le visiteur ne pourra passer indifférent auprès d'une œuvre de fortification sans penser à ce splendide ouvrage.

OLIVESI, Antoine, et NOUSCHI André, La France de 1848 à 1914. Coll. FAC, Ed. Fernand Nathan, Paris, 1970.

AGULHON, Maurice, et NOUSCHI, André, La France de 1914 à 1940. Coll. FAC, Ed. Fernand Nathan, Paris, 1971.

Très bonnes synthèses de périodes de l'histoire de la France entre 1848 et 1940.

Ensemble clair, bien informé et objectif qui retrace l'évolution de la France contemporaine.

Les deux volumes mettent l'accent sur les secteurs social, économique et politique aux dépens de l'histoire culturelle traitée dans d'autres volumes.

La politique intérieure et la politique extérieure, surtout la politique coloniale française, sont étudiées dans leurs mécanismes profonds en ne laissant dans l'ombre aucun point important. Graphiques, cartes et tableaux complètent l'information.

Dans le deuxième volume (1914-1940), les auteurs, étant donné le caractère récent des problèmes traités, présentent des hypothèses plutôt que des affirmations.

Une bibliographie figure en fin des livres qui constituent des ouvrages d'approche historique d'une période fort intéressante et parfois mal connue.

A.G.L.

CASTELOT, André, Le rendez-vous de Varennes ou les occasions manquées. Ed. Librairie académique Perrin, 1971.

La Révolution de 1789 et l'Empire sont des périodes de l'histoire de France particulièrement bien connues de l'auteur.

C'est en historien-reporter consciencieux et amoureux du détail vrai qu'André Castelot nous fait revivre « l'affaire de Varennes ».

Le lecteur peut suivre heure par heure, presque minute par minute, l'aventure qui devait sonner le glas de la monarchie.

Les quinze chapitres très bien documentés par la découverte récente de nouvelles sources aux Archives nationales, départementales et communales sont d'une lecture passionnante.

Ils présentent le « rendez-vous manqué » sous un jour nouveau.

Photographies récentes, documents iconographiques de l'époque et plans agrémentent un texte déjà attachant par lui-même.

Les élèves de l'enseignement moyen qui, à notre époque, aiment encore l'Histoire, liront ce livre avec énormément d'intérêt
H.Y.

LIDOVE, M., **Les Vendéens de 93**, Paris, Le Seuil, coll. « Le Temps qui court », 1971.

Ce petit livre est consacré au seul problème de la révolte vendéenne. Elle est bien distinguée de la chouannerie. Cette épopée est déclenchée par le décret de la Convention nationale en date du 24 février 1793 mobilisant 300.000 hommes pour marcher aux frontières et y défendre la République. La Vendée s'est engagée alors dans un combat contre la République. Il se terminera par l'exécution du dernier chef vendéen, Charette, le 29 mars 1796. Deux questions essentielles sont traitées dans l'ouvrage : pourquoi la contre-révolution éclate-t-elle en Vendée ? Pourquoi ces paysans, mal armés, ont-ils été capables de tenir tête aux soldats de l'an II ? Il ne faut pas chercher dans la réalité actuelle les raisons de la naissance du mouvement contre-révolutionnaire. La Vendée a été, au contraire, très révolutionnaire. La Révolution a paru, au départ libératrice. La situation s'est détériorée après le vote de la Constitution civile du clergé, le 12 juillet 1790. Celle-ci obligeait au regroupement des paroisses, fait d'autant plus sensible dans un pays qui avait été reconquis sur les Huguenots au XVIII^e siècle. Si les Vendéens ont remporté de nombreuses victoires, il faut en rechercher les causes dans le fait qu'ils combattent sur leur propre terrain ; qu'ils ne se battent que lorsqu'ils le veulent et où ils le veulent, appuyés par la population, s'adaptant au bocage qu'eux seuls connaissent. De nombreuses photos illustrent l'ouvrage qui donne une bonne synthèse du problème.

P.B.

AMERIQUE LATINE

DONGHI, Tulio Halperin, **Histoire contemporaine de l'Amérique latine**, Paris, Payot, 1972.

L'étude de Donghi fait peu de place aux analyses économiques ou sociologiques si nécessaires pour comprendre les problèmes latino-américains.

L'histoire politique domine et s'éparpille dans une revue de détail des pays qui donne peu d'importance à chacun d'eux.

Le découpage historique ajoute encore à la difficulté de réaliser une synthèse générale ; en effet, l'auteur distingue les périodes suivantes : héritage colonial, crise de l'indépendance (1810-1823), longue attente (1825-1850), nouvel ordre colonial (1850-1880), maturité et ordre néo-colonial (1880-1930) et crise de l'ordre néo-colonial (1929-1959).

La difficulté qui paraît la plus importante à l'auteur, c'est l'obligation où se trouvent les pays d'Amérique latine de suivre, soit les U.S.A., soit l'U.R.S.S.

Le remède qu'il propose est imprécis : il faut dépasser l'opposition entre la réaction conservatrice et la révolution socialiste.

L'ouvrage est accompagné d'une carte et d'une bibliographie générale.

M.R.V.

DESCHAMPS, Hubert, **Les Européens hors d'Europe de 1434 à 1815**, Presses Universitaires de France, coll. SUP, Paris, 1972.

Arbitrairement, l'auteur situe son étude dans les limites de l'ancienne appellation de Temps Modernes.

Il tente toutefois de justifier le choix des dates : 1434 marque les premiers pas de l'expansion.

Quant à 1815, la date consacre la prééminence de l'Europe sur les peuples d'outre-mer.

On voit immédiatement la fragilité du choix.

L'ensemble du texte est un exposé purement événementiel qui n'apporte rien de neuf et qui, de surcroît, risque d'induire

les lecteurs en erreur : ainsi, l'auteur caractérise l'esprit colonial du XVIII^e siècle par son humanitarisme ; or, si nous en croyons Dermigny (1), qui borne son étude à la Chine, il semble qu'un mouvement anti-Européen s'y manifeste précisément au XVIII^e siècle à cause du sentiment de supériorité et de la brutalié des marchands qui ont succédé aux missions religieuses. De la même façon, les textes rassemblés par Merle sur l'anticolonialisme européen au XVIII^e siècle, montrent clairement que la thèse utilitariste (argument démographique, argument économique, etc.) l'emporte de loin sur la thèse idéaliste (2).

La bibliographie sommaire reprend beaucoup d'ouvrages anciens et essentiellement de langue française ; on voit mal par ailleurs pourquoi l'auteur juge bon de citer dans un relevé succinct de titres relatifs à la colonisation le livre de Delorme sur la chronologie des civilisations.

M.R.V.

ANDREU, Jean, **La Argentina de hoy**, Mas-son et Cie, 1972, 128 pp.

Depuis 1945, la vie politique argentine est dominée par le phénomène du péronisme. Outre l'aspect militaro-fascisant de ce mouvement, il convient d'attirer l'attention sur ses racines populaires. Pour la première fois dans l'histoire d'Argentine, les masses — aussi dirigées soient-elles — allaient peser, face au capital, à l'Eglise et à l'armée, dans la balance politique du pays.

C'est au pourquoi et au comment de ce phénomène que J. Andreu essaie de répondre en produisant un choix de documents en langue originale sur la culture et la vie quotidienne en Argentine. Avant cela, il situe le pays dans son contexte latino-américain au point de vue géopolitique et économique, en mettant l'accent sur la situation particulière de Buenos-Aires et sur les difficultés économiques internationales et intérieures.

La culture argentine a une réputation mondiale certaine, à commencer les écrivains Borges et Cortazar, par le tango ou

par le folklore de la Pampa. Mais ce sont ses aspects les plus spécifiques que l'on ignore souvent, émergences du conflit entre tradition et modernisme, jeunesse de la population et des idées et vieillesse des structures. Des textes bien choisis, quoique un peu superficiels, nous en rendent témoignage.

Les « fragments du pouvoir » politique sont également illustrés de textes argentins. L'auteur nomme ainsi les deux grandes tendances du pouvoir, difficilement séparables pour un observateur européen : post-péronisme et guérilla (l'« heure des brasiers »). Il fait d'abord le point sur la dictature de Peron, sur le mythe d'« Evita » et sur l'influence populaire de ces deux personnages — encore solide, au vu des événements de l'automne 1972. Il analyse, ou plutôt radiographie, ensuite le pouvoir de l'armée et de la junte du général Lanusse, de l'Eglise, des syndicats et la force de pression de la guérilla urbaine d'Argentine, pays natal du Che Guevara.

Ce dossier varié, agréable sera utile à n'en pas douter, aux professeurs d'espagnol et à tous les enseignants chargés de répandre la culture d'un continent qui prend de plus en plus d'importance chez nous — et c'est un bien.

J.J.D.

LEON, Pierre, **Economies et sociétés de l'Amérique latine**, éd. SEDES, Paris, 1969.

Jusqu'au début du XIX^e siècle, l'Amérique latine témoigne d'une très grande fragilité sur tous les plans : ressources d'ordre colonial périmées, grandes surfaces sans communications, capitaux insuffisants et étrangers, commerce extérieur dépendant, passivité des peuples.

L'auteur poursuit par une étude approfondie des années 1815-1914 qui montre une Amérique rénouvée mais basée exclusivement sur son utilisation par l'Europe en plein développement.

La période 1914-1967 est celle des prises de conscience et des bouleversements. Pour les grands Etats, on peut déjà parler de décollage et leur situation est supérieure à celle de certains pays asiatiques comme l'Inde ou africains comme le Maroc. Toutefois, pour la majorité de la population, la situation reste inquiétante par le fait que le développement se fait

(1) DERMIGNY, Louis, **La Chine et l'Occident**, Paris, SEVPEN, 1964.

(2) MERLE, Marcel, **L'anticolonialisme européen de Las Casas à Marx**, Paris, Colin, 1969.

en taches. Il n'y a donc pas d'interpénétration entre régions développées et régions défavorisées : à titre d'exemple, si le Sud du Brésil est devenu un pôle de développement, le Nord n'a pas encore dépassé la cote de la misère.

Pierre Léon rejette la responsabilité de la situation sur les aristocraties locales qui vivent de la servitude qu'elles imposent aux masses, exercent une pression terrible sur le pouvoir et favorisent la dépendance des Etats vis-à-vis des U.S.A.

Les remèdes, proposés sont nombreux et interdépendants : réformes agraires, révision du prix des denrées alimentaires et des matières premières sur le marché international, nouvelle industrialisation, lutte contre l'inflation, réorganisation bancaire, etc. Tous ces problèmes nécessiteraient l'établissement d'une planification totale assortie de l'orientation autoritaire des capitaux, c'est-à-dire en un mot la réforme de l'Etat.

Cet ouvrage extrêmement intéressant et qui pourrait servir aux élèves des classes terminales, est accompagné de 15 cartes, 26 diagrammes et 16 pages de bibliographie.

M.R.V.

HISTOIRE LOCALE

VAN DEN EYNDE, Maurice, Raoul Warocqué, seigneur de Mariemont, 1870-1917, Monographies du Musée de Mariemont 1, Musée de Mariemont, 1970, 214 pp., 11 ill., bibliographie.

Cette riche étude est consacrée à un des plus importants hommes d'affaires belges du début du XX^e siècle, dont le rôle a jusqu'à présent été peu mis en évidence par les historiens et les économistes.

Raoul Warocqué était l'héritier d'une famille d'industriels établis dans la région du Centre depuis le début du XIX^e siècle. C'est la Révolution industrielle (particulièrement les charbonnages) qui a assuré la fortune de cette famille en même temps que les spéculations foncières. Les activités industrielles et financières ont été complétées par des responsabilités politiques. Raoul Warocqué a eu la chance de recueillir la fortune de toute la famille. Il en a profité pour multiplier les investissements dans les charbonnages (Mariemont-

Bascoup, Courcelles, ...), la métallurgie, l'électricité, les abattoirs ou les banques. Il n'est pas resté confiné dans la région du Centre, mais il a acheté des actions dans des sociétés d'autres régions du pays (les charbonnages de Campine, par exemple) et il a participé au mouvement d'expansion financière des capitalistes belges dans le monde (en Chine, par exemple). Sur le plan politique, il a occupé des mandats sur le plan local (bourgmestre de Morlanwelz), provincial (conseiller) et national (député). Libéral et progressiste, il n'a cependant pas joué un rôle politique de premier plan. Il s'est surtout préoccupé de la politique extérieure (expansion coloniale), des problèmes financiers, des questions militaires (pour le service militaire obligatoire et personnel) et des questions sociales (par philanthropie et pour lutter contre le socialisme). Il était un monarchiste convaincu et a souvent défendu les positions du roi Léopold II. Pour assurer sa position, il avait fondé un journal (« Les Nouvelles »). Sur le plan local et régional, il s'est surtout attaché à développer l'enseignement à tous les niveaux en vue d'assurer la promotion des individus et l'économie de la région. Il a été un collectionneur passionné de livres et d'œuvres d'art (qui constituent les riches collections du Musée de Mariemont). Il n'était cependant pas très connaisseur, et ses meilleures acquisitions ont été faites sur les conseils d'amis avisés comme Frans Cumont. Il a aussi été un philanthrope généreux tant par ses créations (écoles, crèches, orphelinats) que par ses dons à des institutions (Université Libre de Bruxelles, Ecole des Mines), à des sociétés ou à des personnes en difficulté. Il a légué à l'Etat ses collections, son château et son parc de Mariemont pour en faire un Musée dont la richesse a été remarquablement mise en valeur par Madame Faider (bibliothèque, art oriental, porcelaines, antiquités grecques et romaines, ...). En tant qu'homme d'affaires, il a connu des revers importants et n'a pas fait preuve d'un génie particulier, mais il est parvenu à doubler sa fortune. A sa mort, celle-ci était estimée à plus de cinquante millions de francs.

L'étude est fondée non seulement sur la masse de documents laissés par R. Warocqué, mais aussi sur des investigations dans tous les dépôts d'archives (publics ou privés) susceptibles de compléter l'information de l'historien. Elle repose aussi sur une abondante bibliographie d'ouvra-

ges récents ou anciens en rapport avec les activités ou les préoccupations de Warocqué. Les professeurs d'histoire trouveront dans ce remarquable ouvrage un exemple concret de l'activité et de la mentalité d'un riche capitaliste à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ils s'intéresseront aussi aux graphiques ou aux statistiques susceptibles d'éclairer de nombreux aspects de la vie économique et financière de l'époque. C'est pourquoi ce beau livre mérite de retenir leur attention.
J.P. D.

SOCIOLOGIE

Liber memorialis Emile Cornez, Louvain et Paris, Nauwelaerts, 1972, in-8°, XIII-350 pp. (*Anciens Pays et Assemblées d'Etats*, t. LVI).

Jean-Marie DUVOSQUEL, *L'abbaye de Maroilles, en Hainaut, et la politique de sécularisation des Carolingiens*, pp. 1-12, étudie dans ce cas particulier la sécularisation des biens du clergé depuis Charles Martel et ses conséquences. Maroilles devint abbaye royale entre 870 et 920 au moins. Après cette date, elle passa à l'évêque de Cambrai. Tombée dans les mains des laïcs, l'abbaye fut ruinée matériellement et spirituellement. Pour que le temporel du monastère ne tombe pas entièrement aux mains de ses fidèles, Charles le Chauve créa la mense conventuelle affectée à l'entretien des trente chanoines. Le détournement des biens monastiques au profit de l'abbé laïc et l'absence d'un abbé régulier avaient amené l'abandon de la règle bénédictine pour la vie canoniale.

Daniel VAN OVERSTRAETEN, *Une source perdue de Jacques de Guise : les « Annales Sancti Gisleini »*, pp. 13-62, grâce à une étude de critique interne serrée, complexe et rigoureusement conduite, a pu retrouver chez plusieurs auteurs (Jacques de Guise, Chronologistes de St-Ghislain, Henri d'Outreman, Simon Guillemot) vingt-neuf extraits des « Annales Sancti Gisleini » aujourd'hui perdues, couvrant les années 913-1310, rédigées probablement en plusieurs fois entre 1100 et le courant du XIV^e siècle. Ils présentent quelque intérêt pour la connaissance de l'histoire de l'abbaye, mais pas pour l'histoire générale.

Jacques NAZET, *Un psautier à collection illustré du XI^e siècle à l'usage de St-Vincent de Soignies (Leipzig, Univ. Bibl. 774)*, pp. 63-82, 2 ill., parvient à établir que ce manuscrit a appartenu à l'abbaye Saint-Vincent de Soignies et qu'il a été confectionné dans le scriptorium de l'abbaye Saint-Pierre de Hautmont, ces deux monastères ayant été fondés au VII^e siècle par saint Vincent.

Christiane PIERARD, *A propos de l'usage du papier au XIII^e siècle dans l'administration urbaine. Etude sur des textes du plus ancien Mémorial conservé à Mons* pp. 83-122, déduit de l'analyse externe, interne et comparative de ce recueil fac-tice des Archives de la ville de Mons que ce sont des pièces préparatoires à la rédaction de comptes rédigés entre 1285 et 1313. Elles attestent l'usage par l'administration urbaine, comme on le sait déjà pour l'administration comtale, du papier dès 1285, ce qui témoigne de la renaissance de l'acte écrit (déjà constatée en Hainaut au milieu du XII^e siècle) et de l'organisation des institutions.

Robert WELLENS, *Les Etats Généraux et la succession de Philippe le Beau dans les Pays-Bas*, pp. 123-159, retrace la convocation, les délibérations et les conclusions de l'assemblée des Etats généraux des Pays-Bas à Malines en octobre 1506 pour la reconnaissance de l'archiduc Charles et le choix d'un régent. Maximilien d'Autriche se désista finalement en faveur de sa fille Marguerite, qui devint gouvernante des Pays-Bas.

Lucy TONDREAU, *Tableaux de justice à Mons*, pp. 161-167, 2 ill., présente ce que l'on sait de deux tableaux de justice ayant existé à Mons dans les salles du Conseil échevinal et des Etats de Hainaut.

Gilbert A. LELIEVRE et Daniel VAN OVERSTRAETEN, *Jérôme Marlier (1613-1681), abbé de Saint-Ghislain et conseiller à la Cour souveraine du Hainaut. Notes biographiques*, pp. 167-185, réunissent d'après les Annales de l'abbaye de Saint-Ghislain, les Mémoires de l'abbé Marlier et quelques dossiers du Conseil d'Etat, les éléments biographiques conservés sur cet abbé. Ils s'attachent en particulier à sa participation à la réforme de l'abbaye par son prédécesseur, l'abbé Crulay, dont les conséquences financières seront lourdes,

à sa gestion du domaine abbatial pendant cette époque troublée par les guerres franco-espagnoles, à son caractère autoritaire et à ses fonctions de conseiller à la Cour souveraine qui le mirent en conflit avec les grands baillis de Bucquoy et d'Arenberg.

Marinette BRUWIER, **La description de la machine à feu de Bois-de-Boussu dans L'Encyclopédie**, pp. 187-210, après avoir rappelé le monde des affaires à qui l'on doit la modernisation de la houillère de Bois-de-Boussu et retracé la découverte de la pompe à feu et sa diffusion de ce côté-ci de la Manche, s'applique, par l'étude des manuscrits conservés, à découvrir la genèse du texte de l'article paru au tome VI de « L'Encyclopédie ». Elle rappelle l'existence éphémère de cette machine à feu et montre sa place « dans la ligne de ces essais souvent malchanceux qui ont eu l'avantage d'implanter dans la région des techniciens spécialistes... [qui] allaient contribuer à la deuxième phase de la modernisation des charbonnages, à l'expansion des machines à feu dans les dernières décades du XVIII^e siècle » (p. 206).

Maurice-A. ARNOULD, **L'originalité du travail cartographique de Ferraris dans les Pays-Bas autrichiens**, pp. 207-230, répondant aux critiques qui ont été formulées quant à la qualité de la carte de cabinet des Pays-Bas autrichiens établie par le comte de Ferraris, s'efforce de déterminer ce qu'elle doit aux cartographes français qui avaient procédé en tout ou en partie à la triangulation (Cassini) ou à des relevés (Jaillot), et conclut que, sans avoir procédé à une nouvelle triangulation, il fit faire des levés plus précis que ses prédécesseurs. Sa carte est donc originale, mais présente un certain nombre d'imperfections de détail dues à des défauts de triangulation.

Philippe MOUREAUX, **La sidérurgie de la région de Beaumont et de Chimay à la fin de l'Ancien Régime**, pp. 231-249, remarque que cette région, homogène mais mal située au point de vue politique, a vu décliner dans la première moitié du XVIII^e siècle les fourneaux produisant la gueuse parce que le minerai de fer dur y manquait, mais les forges traitant les gueuses importées de l'Entre-Sambre-et-Meuse liégeoise ont continué à prospérer parce

qu'elles disposaient du charbon de bois. Cette prospérité durera jusqu'au XIX^e siècle. Malgré le protectionnisme des gouvernements de Bruxelles et de Liège, une répartition des tâches entre les deux régions de l'Entre-Sambre-et-Meuse se maintint en dépit des tensions.

Hervé HASQUIN, **Un populationniste hennuyer du XVIII^e siècle : le comte François-Joseph-Ghislain Franeau de Gomme-gnies (1739-1803)**, pp. 251-264, après avoir esquissé la biographie de ce grand personnage, lui attribue formellement un mémoire, qu'il analyse et édite, sur l'accroissement de la population par la limitation des grandes exploitations agricoles et montre que ces idées s'inspirent directement de Montesquieu.

André SCUFFLAIRE, **Les émoluments du dernier grand bailli de Hainaut, Charles-Joseph, Prince de Ligne (1791-1794)**, pp. 265-278, rappelle le démantèlement du pouvoir des gouverneurs de Hainaut, son partage entre ceux de grand bailli et de gouverneur militaire de Mons, et prouve d'après les archives du château de Belœil la répartition entre ces deux offices, qui ont fini par être exercés conjointement par le prince de Ligne, des anciennes rémunérations du gouverneur du Hainaut.

Roger DARQUENNE, **Les profils sociaux du département de Jemappes**, pp. 279-306, 9 tabl., s'efforce, d'après la liste de 600 plus imposés du département, celle des cent plus imposés de la ville de Mons, la statistique de l'an VIII à 1812, et des témoignages individuels, de préciser la répartition géographique de l'indigence et de l'assistance publique. Elle est inégalement répartie et semble fonction des conditions locales de l'emploi et des calamités. L'arrondissement de Charleroi est le plus frappé. Les deux grandes villes, Mons et Tournai, ne diffèrent pas de l'ensemble du département. La misère, la malnutrition, la maladie, l'alcoolisme sont la rançon d'un paupérisme qui n'a pas diminué depuis l'Ancien Régime. Cette situation lamentable n'a guère ému les riches et peu les autorités.

Les plus riches sont pour les deux tiers domiciliés à Mons et à Tournai. Les sources fiscales sont peu valables pour évaluer leur fortune, car à ce niveau la fraude est considérable. Ce sont la vieille noblesse

ralliée et les nouveaux riches (vente des biens nationaux, spéculation) qui en constituent l'essentiel. L'auteur estime les notables à environ 7.000.

Cette classe contraste avec les 55.000 indigents secourus régulièrement, alors qu'en période de crise « un quart de la population des villes, un peu moins à la campagne, est réduit à la misère. Chiffres suffisamment éloquentes pour conclure à une pauvreté aussi grande sous l'Empire que sous l'Ancien Régime. » (p. 306).

Armand LOUANT, **De la propriété de l'ancien Hôtel des gouverneurs de Hainaut**, pp. 307-316, rappelle l'histoire de cet hôtel construit pour l'intendant Voisin, qui fut occupé par les gouverneurs du Hainaut jusqu'à Emile Cornez, et éclaircit le partage de sa propriété entre l'Etat et la ville de Mons.

Samuël GLOTZ, **La confection binchoise, ses origines et son développement jusqu'en 1951**, pp. 317-341, situe cette industrie à la suite de la draperie d'Ancien Régime, suit son ascension un moment parallèle à la cordonnerie, et montre sa concentration et sa modernisation progressive jusqu'en 1951 où la récession s'amorce, en précisant sa liaison avec le colportage, le marché régional puis national, et même un moment international. Un bel exemple d'industrie qui a fait vivre un petit centre provincial.

Un éventail d'études qui fait grand honneur à l'érudition et la recherche hennuyères par sa qualité critique et sa valeur scientifique.

J. Du.

STORR, Anthony, **L'instinct de destruction**, coll. « Archives des sciences sociales », Paris, Calmann-Lévy, 1973.

Si la fonction de l'histoire est d'expliquer ou de chercher à comprendre, elle ne peut rien sans l'apport de divers instruments d'exploration. La psychopathologie sociale constitue l'un d'entre eux. Depuis 1966, un centre de recherche s'occupe à l'Université du Sussex d'examiner les sources du racisme ou du nationalisme, des causes de la persécution des « sor-

cières », des fondements biologiques et antécédents psychologiques de la tendance à persécuter et à exterminer. L'interdisciplinarité est ici de rigueur : l'histoire est associée à la sociologie, à l'anthropologie, à la psychologie dynamique, Anthony Storr est anglais et psychiatre. Quoique profondément marquées par sa formation initiale, les idées qu'il exprime dans cet essai ne manquent pas de pertinence. Il est rare, constate-t-il, que des animaux de la même espèce en viennent à s'entre-tuer. Même chez les primates, l'agression se trouve comme ritualisée et n'est qu'exceptionnellement poussée jusqu'à des conséquences mortelles. Le comportement anormal de l'être humain tient, selon lui, à un état de psychopathie. L'étude des psychopathes dégage l'importance de la frustration, de l'éducation sans amour, dans le développement d'une tendance à la cruauté et à la violence. Les châtiments corporels, par exemple, empêchent la formation d'une conscience normale. Celle-ci est d'ailleurs influencée par des facteurs organiques encore mal localisés mais sensibles dans les rythmes électriques des encéphalogrammes des psychopathes. Frustrations et anomalies génétiques se conjuguent donc. Elles s'expriment par des comportements sadomasochistes, ainsi que par des attitudes paranoïques ou dépressives. L'homme a tendance à rejeter ce qui lui paraît inacceptable en lui-même et à l'attribuer à tort à quelqu'un d'autre. Il peut ainsi se fabriquer un bouc émissaire qu'il peut mépriser un peu moins que lui-même. Pour le paranoïaque, l'ennemi réduit à merci doit être détruit. La haine est le corollaire important de l'amour. L'homme est peut-être plus sensible à ce phénomène en raison de la prolongation de son état fœtal. Son implantation pileuse présente une étrange similitude avec celle d'un fœtus de singe avancé. Il en est de même des dents, de la position de la tête, de la face plate. Cette immaturité prolonge la phase de frustration. A cet égard, l'étude des Esquimaux dont les femmes pratiquent la « gestation externe » est fort révélatrice. L'agressivité y est infiniment moins marquée qu'ailleurs, la hiérarchie de domination inexistante pratiquement. Ils partagent tout : nourriture, femmes, maris, enfants, instruments, habitations. Le rôle de l'éducation est sans doute infiniment plus important qu'on ne le pense encore couramment. Dans quelle mesure pourra-t-elle effacer la « tache originelle » ?

R.V.S.

CARATINI, R., **Sciences sociales : Linguistique**, Bordas, Paris, 1972.

La linguistique est l'étude scientifique des langues. Initialement définie comme étant la science de la grammaire générale appliquée aux diverses langues, cette discipline s'est transformée en science autonome avec Ferdinand de Saussure qui est généralement considéré comme le fondateur de la linguistique moderne. Science jeune, la linguistique se scinde en de très nombreux courants que l'auteur s'interdit d'étudier pour eux-mêmes. Une courte histoire de la linguistique et des notes complémentaires exposées en annexe de l'ouvrage, permettent cependant au lecteur de s'orienter au sein des principales tendances européennes et américaines.

L'ouvrage comprend deux parties dont la première constitue une introduction à la seconde. La première partie passe en revue les problèmes du langage et de la théorie de la communication, établit les distinctions fondamentales qui séparent la phonétique et la phonologie, introduit ensuite le lecteur au sein des grammaires structurelles et fait un bref exposé des questions relatives au code écrit.

La seconde partie contient une étude descriptive, forcément sommaire, des langues du monde en s'attachant essentiellement à leur étude synchronique sans pour autant négliger le point de vue diachronique.

Sont étudiées successivement les langues européennes, les langues de l'Asie, de l'Afrique, les langues indiennes, de l'Amérique du Nord, les langues océaniques et les langues internationales.

L'ouvrage se lit agréablement malgré la technicité et la densité de la matière ; il est aussi abondamment illustré et enrichi de nombreux tableaux synthétiques d'une grande clarté.

P. B.

BAEHLER, Jean, **Les phénomènes révolutionnaires**, coll. SUP, Le sociologue, Paris, Presses Universitaires de France, 1970.

J. Baechler est un sociologue qui se propose de construire une méthode scientifique pour expliquer les phénomènes révolutionnaires. Il crée un vocable, un néo-

logisme : la staséologie qui donne l'idée de « se dresser contre ». C'est « la science » des conflits internes aux sociétés.

Ce petit ouvrage lance une foule d'idées, sans prétendre accomplir une œuvre exhaustive, au contraire, celle-ci « représente une masse considérable d'interrogations, de problèmes et d'orientations de recherche ». Ce livre est un plan où chiffres et lettres découpent chapitres et titres en sous-chapitres et sous-titres. Les références aux auteurs sont nombreuses et analysées. L'attitude se veut objective, sans passion, ce qui est trop rarement l'apanage des ouvrages relatifs aux révolutions.

La méthode « comparatiste », indispensable à la sociologie, est empruntée aux historiens.

L'auteur dégage des principes essentiels à l'étude de ces phénomènes en distinguant quatre niveaux : I. l'unité, c'est-à-dire les racines des révolutions, ses concepts et ses fonctions ; II. la diversité ou la typologie des mutations ; III. les corrélations ou les variables fondamentales ; IV. les cas particuliers. En vertu du niveau III, il critique la méthode marxiste dont les fondements ne s'avèrent ni scientifiques ni réalistes. Une théorie qui se base sur un seul sous-système, en l'occurrence, l'économie, ne tient pas compte de la complexité du réel.

Qui sont les révolutionnaires ? Les exclus du régime, ceux qui souffrent des contraintes imposées, de l'arbitraire du choix politique, de l'arbitraire des valeurs désirables, pouvoir - richesse - prestige.

Pour analyser le concept, c'est-à-dire « l'essence abstraite » de ces phénomènes, J. Baechler s'appuie sur la méthode de Clausewitz, car la dialectique des révolutions s'apparente au concept de la guerre, ces deux mouvements étant des conflits.

L'auteur établit une typologie « exclusivement descriptive ». Il y introduit les marginalités passives, comme les maladies mentales, les suicides, la criminalité, formes de contestations de l'ordre ; les contre-sociétés, marginalités actives, tels le brigandage, les millénarismes. Il constate que les soulèvements contre l'ordre se terminent inmanquablement par un massacre et un renforcement de l'autorité, échecs, dont il attribue la cause à la soudaineté de l'explosion, à la violence et à

leur caractère destructeur. Il en est ainsi pour les révoltes paysannes comme pour les guerres serviles, rares et irrationnelles. Les révolutions proprement dites sont les mouvements dont la fonction est de prendre le pouvoir, ce qui n'appartient pas aux soulèvements précités, résultats d'un déséquilibre économique ou social. Les facteurs organisation, unité et armes donnent un avantage certain à l'autorité. C'est pourquoi les révolutions réussies sont dues à la division de l'élite, à la neutralité de l'armée. Deux types de révolutions efficaces sont les coups d'Etat militaires et les luttes contre l'occupant qui galvanisent toutes les forces de la nation, unissent tous les groupes sociaux. Il est contestable que la révolution chinoise ait bénéficié de la guerre contre les Japonais.

Les objectifs sont rarement réalisés, seules les révolutions courtes pourraient y atteindre, car les longues révolutions voient se désagréger le ferment d'idéalisme et mènent à la dictature, telle la Révolution française qui porte Napoléon au pouvoir. Les révolutions avortées sont celles qui ont le plus d'impact sur les futurs révolutionnaires et il se développe un sentiment romantique de frustration qui pousse à idéaliser ces échecs, ainsi la Commune et Mai 68 sont décorés de véritables auréoles.

La révolution répondant à une agressivité naturelle chez l'homme, elle s'explique davantage par une pulsion, un besoin de combattre et ce besoin se justifie par une idéologie.

L'auteur de reprendre la contradiction égalité-liberté. Ces deux concepts ne peuvent être atteints par un même régime, l'égalité ne peut se réaliser que dans un régime monopoliste, totalitariste, tandis que les régimes pluralistes offrent la liberté, car seuls ces régimes admettent la pluralité des valeurs.

Les groupes révolutionnaires à effectifs nombreux sont rares. L'on trouve par exemple la bourgeoisie au XI^e, les ouvriers du XIX^e et la jeunesse au XX^e. L'unité des révolutionnaires est illusoire, elle ne « constitue jamais un universel concret », même les ouvriers « ne bénéficient d'aucun privilège révolutionnaire », bien qu'ils soient le seul groupe à se rapprocher de la définition marxiste. L'auteur s'arrête davantage au cas de la jeunesse : « Nous ne cessons de nous étonner que personne ne s'avise de s'étonner qu'il y

ait une jeunesse. » L'on voit se créer le phénomène d'une concentration de la jeunesse, en partie due à l'école qui se substitue à la cellule familiale, autrefois principal centre d'apprentissage, à une prise de conscience suscitée par une maturité sexuelle plus précoce et par la prolongation de l'état de jeunesse, résultat de notre société d'abondance qui retarde sa productivité. Il y a aujourd'hui rupture entre les jeunes et les adultes. Il faut réintégrer la jeunesse dans la société industrielle et essayer de résoudre ses problèmes, ses contradictions. J. Baechler pense que les régimes pluralistes peuvent les résoudre.

La conclusion du livre est optimiste en ce qui concerne la survie du système occidental et l'issue des tensions de notre temps : « Plus un système sera pluraliste, plus il sera stable, parce que les tensions pourront s'exprimer. »

C. B.

PEDAGOGIE

CHEVALLIER, P., GROSPERRIN, B., MAILLET, J., *L'enseignement français de la Révolution à nos jours*, 2^e tome, collection « Etudes d'histoire institutionnelle », vol. n^o 1 et 3, publications de la Faculté de droit et des sciences économiques de Grenoble, Paris, La Haye, Mouton, 1968-1971.

Attachés à une Faculté de droit, les auteurs appliquent à cet ouvrage les catégories propres à leur formation. Il se caractérise par la clarté, la simplicité, l'ordre systématique. Au total, une belle synthèse des éléments constitutifs du tableau scolaire de la France aux trois degrés primaire, secondaire, supérieur.

Avec la Révolution apparaissent les principes qui régissent encore l'instruction publique. Pour Mirabeau, « il convient que la volonté toute-puissante de la Nation les enchaîne à ses plans, leur indique son but ». Pour Talleyrand, il est nécessaire que « la Nation offre à tous les bienfaits de l'instruction, mais elle ne l'impose à personne », paradoxe tempéré par un système libéral de bourses d'études. Il recommande la *langue nationale*, les notions d'histoire, de géographie, de botanique, de civisme (déjà les « sciences humaines » ?).

Pour Condorcet, les grandes notions de liberté, laïcité, égalité dans l'enseignement se basent sur l'intervention d'un directoire de savants, la « Société des sciences et des arts », autonome. L'idée, mainte fois repoussée, ne continue-t-elle pas à reflourir périodiquement soulignant ainsi la persistance de l'esprit de caste d'Ancien Régime ?

Les réformes et réglementations successives depuis lors attestent combien l'école est le reflet de la société de son temps. L'école populaire de la Convention, gratuite et obligatoire, fait place à un enseignement favorisant les classes bourgeoises.

L'intérêt de la Restauration pour l'enseignement primaire ne vise qu'à imposer la main de l'Eglise sur la formation de la jeunesse. Malgré le succès de la méthode, l'enseignement mutuel prôné par les libéraux est violemment attaqué. La Loi Falloux du 15 mars 1850 marque la rencontre des intérêts libéraux et catholiques contre la poussée socialiste. Le feu est aux poudres ! La guerre scolaire éclate en même temps que se développent les réseaux scolaires. L'historien Victor Duruy, bien en avance sur son temps, ne peut guère faire valoir ses vues de ministre

éclairé de l'Instruction publique. Il pousse néanmoins l'enseignement féminin et souligne l'importance de l'enseignement supérieur. Malgré les résistances, il s'efforce d'adapter l'enseignement secondaire aux nécessités du temps. Il se penche sur la formation des adultes.

Sous la III^e République dominent les réformes de Jules Ferry qui reviennent aux principes de la Révolution : laïcité, gratuité, obligation, enseignement technique ; la rupture s'amorce avec l'Eglise écartées complètement en 1905, les congrégations enseignantes sont pourchassées.

Le XX^e siècle, en mutation rapide, voit se développer les distorsions entre l'école trop repliée sur elle-même et le milieu extérieur. Les réformes nombreuses témoignent de l'état de crise. La démocratisation des études est loin d'être résolue, mais les problèmes communs amènent progressivement l'opinion à se rencontrer autour d'une école publique unique non encore réalisée. Le tome 2 rassemble 258 documents dont beaucoup inédits.

Une mine pour les maîtres et les futurs maîtres.

R.V.S.